

RAPPORT COMMERCIAL  
DE LA  
LÉGATION DE SUISSE DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE  
SUR  
L'ANNÉE 1894

---

Tirage à part de la „Feuille officielle suisse du commerce“

---

BERNE  
IMPRIMERIE JENT & Cie  
1895

**Dodis**



B 8

# RAPPORT COMMERCIAL

DE LA

## LÉGATION DE SUISSE DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

SUR L'ANNÉE 1894.

---

### **Situation générale.**

La République argentine n'a pas une bonne année derrière elle. La valeur totale de ses exportations a augmenté, il est vrai, dans une certaine mesure, tandis que celle de ses importations suivait une marche contraire et le solde en faveur des premières représente un chiffre assez important. Néanmoins, cette importance n'est que relative, et, si l'on tient compte des sommes énormes que l'État, les provinces et les grandes municipalités ont à payer à leurs créanciers européens pour le service de leurs dettes, il n'est pas douteux que l'exercice écoulé ne boucle par un déficit pour le pays.

Au sortir de l'année 1893, de cette période de troubles et de révolution, tout le monde avait soif de paix et de tranquillité. Mais la crise politique n'avait pas atteint son terme; elle se poursuivit pendant toute l'année écoulée et aboutit à la démission du président de la république, M. le Dr. Luis Saënz Peña. La transmission du pouvoir au vice-président, M. Uriburu, s'opéra de la manière la plus correcte, et, depuis lors, les agitations intérieures semblent avoir perdu de leur intensité. Mais, comme si un mauvais génie s'acharnait après ce pays, sur la crise intérieure vinrent se greffer des difficultés avec le Chili qui émurent l'opinion publique des deux côtés de la Cordillère, et menacent, quoi qu'on en dise, de la maintenir encore longtemps dans un fâcheux état d'excitation.

Pour faire face à des éventualités possibles et être en mesure d'imposer la paix, la République argentine s'arme activement. Elle achète des vaisseaux de guerre, des fusils et des canons, augmente les effectifs de ses troupes



de terre et de mer, et organise sa garde nationale. Tout cela coûte de nombreux millions, que le gouvernement actuel paraît se procurer avec une merveilleuse facilité. Sans méconnaître le droit absolu de la République argentine de dépenser pour sa défense autant qu'il lui plaira, il est permis de se demander si un état qui peut invertir des sommes aussi considérables en armements, n'était pas et ne serait pas de taille à payer ses créanciers sans leur proposer d'arrangement. Ces dépenses elles-mêmes prouvent que les ressources et le crédit de la république sont loin d'être épuisés.

Mais il n'est pas moins certain qu'elles vont augmenter dans une mesure sensible le poids déjà si considérable de la dette publique, et que les ressources ordinaires du budget ne suffiront pas pour y faire face. Elles contribueront donc à rendre plus ardue la tâche, si difficile, de régulariser la situation économique et les finances du pays — y compris la valorisation du papier-monnaie — que les différents gouvernements ont transmis jusqu'ici à leurs successeurs comme un héritage intangible. On est en droit d'espérer, cependant, que le gouvernement actuel, composé d'hommes dont la capacité est reconnue, n'hésitera pas à aborder de front la question, et qu'il trouvera notamment le moyen de compenser en partie les dépenses extraordinaires du ministère de la guerre, non pas seulement par l'augmentation des charges publiques et la création de nouveaux impôts, mais encore et surtout par l'introduction de sages économies.

Les convulsions intérieures et la perspective de complications internationales possibles ne sont pas des éléments de nature à attirer l'émigration et à développer le commerce et les industries nationales. L'émigration a de la peine à reprendre; j'en ai indiqué les raisons dans mon rapport de l'an dernier. Les industries dites «nationales» donnent toujours de bons rendements, pour peu qu'elles soient dirigées d'une manière suffisante; mais, plusieurs d'entre elles sont hantées de la crainte de nouvelles impositions fiscales et d'une diminution des droits d'entrée, qui forment leur unique sauve-garde. Quant au commerce, sans perdre l'espoir d'un relèvement, il vit au jour le jour. On le sent plein de doutes et d'incertitudes; les grandes opérations se font rares et les maisons d'importation limitent, en général, leurs achats au strict nécessaire.

Seuls l'agriculteur et l'éleveur, ces deux colonnes sur lesquelles repose la richesse publique dans ce pays, regardent l'avenir avec confiance. Sans doute, de nombreux colons ont souffert, l'an dernier, de durs mécomptes: certaines récoltes n'ont donné qu'un maigre rendement, d'autres se sont perdues. Mais ces faits isolés n'altèrent pas le résultat général qui est satisfaisant. Et il serait difficile qu'il en fût autrement, car le pays est si grand et les cultures sont si diverses, qu'il y a presque toujours compensation et qu'au mauvais rendement d'une culture correspond le bon rendement d'une autre.

Depuis le commencement de l'année courante, la situation des éleveurs, peu favorable l'an dernier, s'est considérablement améliorée et, comme l'élevage constitue encore le principal revenu du pays, il y a là un facteur important qui contribuera à relever la prospérité générale. Il ne faut pas perdre de vue, néanmoins, que cette amélioration profitera en première ligne à un nombre restreint de grands propriétaires, de puissants seigneurs ruraux qui possèdent des «latifundia» de l'étendue de cantons suisses, les seuls en état de faire de l'élevage sur une grande échelle, et que le reste du pays n'en retirera qu'un bénéfice indirect.

## Agriculture.

La dernière récolte des blés a été moyenne comme quantité, et inférieure à la moyenne comme qualité. La moisson commençant dans ce pays au mois de novembre pour se terminer en février et en mars, j'entends par dernière récolte celle de 1894-95. Les blés ont beaucoup souffert de la sécheresse et même de la sauterelle, surtout dans le nord.

En 1894, la République argentine a exporté d'après la statistique officielle 1,608,249 tonnes de blé et 40,758 tonnes de farine, contre 1,008,000 tonnes de blé et 38,000 tonnes de farine en 1893. Les blés se sont vendus à une moyenne de fr. 9, rendus à bord, ce qui représentait une nouvelle baisse du quart environ sur les prix de l'année précédente. Dans ces conditions, les bénéfices du colon étant presque nuls, beaucoup d'entre eux restreignirent leurs cultures de blé et se mirent à semer du maïs et du lin. Mais le grand nombre ne se laissa pas effrayer par l'état du marché, et suivit le procédé contraire; il est ainsi permis d'admettre que, tout compte fait, l'étendue des terres cultivées en blé s'est augmentée encore l'an dernier dans une forte proportion. Le succès n'a pas couronné ces efforts, c'est vrai, puisque la nouvelle récolte de blé a laissé à désirer; je demeure néanmoins convaincu que c'est dans l'extension de la culture du blé que git l'avenir de l'agriculture dans ce pays. La hausse rapide et soutenue du prix de cette denrée, qui s'est produite depuis quelques mois, sera le meilleur argument en faveur de cette thèse et j'aurai vraisemblablement à constater, l'an prochain, une nouvelle augmentation des espaces semés en blés.

Dans mon dernier rapport, j'exposais, d'après Helguera, que la République argentine tenait le n° 4 sur la liste des pays producteurs de blé, classés selon l'importance de leur exportation. Elle venait après la Russie, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord et les Indes. Le «Financial Times» de Londres affirme qu'elle serait aujourd'hui passée troisième et qu'elle prendrait rang avant ce dernier pays. C'est possible, et j'admets même avec Beerbohm et Ruhland, qu'elle ne s'en tiendra pas là et qu'avant la fin du siècle, elle pourra conquérir la seconde et peut-être, tôt après, la première place. Mais la condition essentielle pour que la République argentine puisse poursuivre son développement prodigieux dans la culture du blé, c'est que l'immigration augmente. Les espaces sont là, immenses, des terres vierges de premier ordre, qui produiront pendant une génération sans réclamer d'engrais, et sans qu'il soit nécessaire de les déboiser au préalable. Il suffira d'y mettre la charrue; mais encore faudra-t-il des bras pour cela et quelque nombreuses et perfectionnées que soient les machines à semer, faucher et battre le blé, il faudra toujours des bras pour les diriger et pour enlever la moisson. Déjà maintenant d'énormes quantités de blé se perdent chaque année parce que les hommes manquent pour les récolter; c'est un fait connu, que l'impossibilité de trouver les ouvriers agricoles nécessaires force de nombreux colons à restreindre leurs cultures de blé. Ce phénomène s'accroîtra, c'est inévitable, si l'immigration n'augmente pas en proportion de l'extension de ces cultures, et le moment arrivera fatalement, où l'agriculture ne pourra plus s'étendre. En facilitant le développement d'une saine immigration, le gouvernement argentin suit donc une politique sage et rationnelle; il reste seulement à désirer, dans l'intérêt de ce pays, que ses



efforts soient couronnés désormais de plus de succès qu'ils ne l'ont été jusqu'ici.

La République argentine ne possédant pas de statistique agricole, il est difficile d'apprécier l'importance de la dernière récolte. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1895, 1,020,000 tonnes avaient été exportées. Sans compter ce que le pays doit conserver pour sa consommation et pour les semences, on calcule qu'il reste actuellement de 50 à 200,000 tonnes disponibles pour l'exportation. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1895, le prix du blé s'est affermi et il a atteint une moyenne de fr. 40.50 les 100 kg, rendus à bord.

La dernière récolte de *maïs* a été très abondante, excellente comme quantité, mais de qualité médiocre, l'hiver peu rigoureux et si humide que nous traversons en ce moment empêchant le maïs de sécher. La récolte a été, cette année, retardée de trois mois. On a exporté à ce jour 150,000 tonnes de maïs; la grosse masse, de 1 million à 1 1/2 million de tonnes ne viendra qu'en septembre et octobre sur le marché. L'humidité persistante a beaucoup entravé le commerce du maïs; des chargements complets ont été refusés à leur arrivée en Europe et, dans le pays même, des quantités de maïs se sont perdues. Mais il en reste encore assez pour que l'agriculteur soit satisfait de la récolte.

En 1894, la République argentine n'a exporté que 55,000 tonnes de maïs (84,500 en 1893). Cette année l'exportation sera vingt ou trente fois plus considérable, ce qui prouve combien j'avais raison de dire, dans mon dernier rapport, qu'elle est sujette à de violents soubresauts.

Le prix du maïs n'a presque pas varié; il est actuellement, comme en 1894, d'environ fr. 10 les 100 kg, rendus à bord. La tendance est plutôt à la baisse.

La récolte de la *graine de lin* a donné de bons résultats comme quantité et comme qualité. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, 250,000 tonnes en ont été exportées, au prix moyen de fr. 19 les 100 kg, franco à bord, Buenos-Ayres. Il n'en reste que très peu dans le pays, de 20 à 30,000 tonnes au plus, affirme-t-on.

L'exportation de la graine de lin suit une marche ascendante. De 65,000 tonnes en 1892, elle s'est élevée à 75,000 en 1893 et à 105,000 en 1894. Pour l'année courante, elle sera, comme nous venons de le voir, beaucoup plus considérable. L'an dernier, les prix ont oscillé entre fr. 16,50 et fr. 20 les 100 kg, rendus à bord. L'excellent rendement qu'il retire de ses champs de lin engagera sans doute le colon à donner toujours plus d'extension à cette culture. Cela ne se fera cependant pas sans risques, les gelées printanières étant une menace constante pour cette plante si délicate.

La culture de la *vigne* prend une telle extension que le temps n'est évidemment pas éloigné où la République argentine n'introduira plus aucun vin ordinaire et deviendra elle-même pays d'exportation. La dernière récolte a été excellente à tous les points de vue. Malheureusement les vigneron ne font pas eux-mêmes leur vin; ils vendent le raisin, soit sur pied, soit déjà cueilli à d'honorables industriels qui se chargent de le transformer en un breuvage ayant avec le vin plus ou moins de ressemblance. Car, en dépit de toutes les lois protectrices de la santé publique, il y a peu de pays au monde où l'adultération du vin et d'autres denrées se pratique aussi ouvertement et aussi impunément. Cela est si vrai qu'il faut payer ici un vin du pays garanti «pur» le prix d'un bon vin importé d'Europe.

Grâce à l'énorme droit protecteur de 40 centimes par litre de vin ordinaire tirant moins de 17°, la culture de la vigne et la fabrication du vin indigène donnent en général de gros bénéfices. Parmi les vigneron, nous comptons de nombreux concitoyens; quelques-uns d'entre eux possèdent des vignobles importants.

La dernière récolte de la *canne à sucre* a été bonne; le pays peut déjà produire aujourd'hui tout le sucre qu'il consomme. Les plantations d'*alfalfa* (luzerne) continuent à s'étendre, au plus grand bénéfice de l'élevage des bestiaux. Actuellement, au milieu de l'hiver, la luzerne sèche se vend de fr. 18 à 25 la tonne. C'est un prix qu'on avait rarement vu. L'exportation d'*alfalfa* a été, l'an dernier, à peu près de la même importance que l'année précédente, c'est-à-dire d'environ 50,000 tonnes.

La récolte du *tabac* a été si abondante que les prix sont tombés de plus de 50%. Comme conséquence, l'importation du tabac brut étranger a considérablement diminué, tandis que l'exportation de tabacs argentins prenait un essor digne d'attention. Malheureusement la qualité du tabac indigène laisse beaucoup à désirer; on n'en soigne pas assez la culture, ce qui lui rend l'accès des marchés étrangers difficile, et l'empêche de lutter, dans le pays même, contre les fins tabacs havanais, brésiliens et virginiens. Il faudra du temps pour porter remède à cet état de choses, mais on y parviendra. En attendant, il est à prévoir que les quantités de tabac produites ne feront qu'augmenter chaque année.

Je n'ai rien à dire de particulier des récoltes de l'*arachide*, du *ricin*, du *colza* et de la *pomme de terre*, qui ont été en général satisfaisantes. Les essais de la culture du *coton* sont poursuivies dans diverses provinces avec un intérêt soutenu. Les premières balles de coton indigène ont déjà fait leur apparition sur le marché de Buenos-Ayres.

**Elevage.** Pendant le cours de l'année 1894 et de janvier 1895, la dépréciation de la *laine* se poursuivait, pour atteindre sa cote la plus basse vers la fin de ce mois. Depuis le mois de février dernier, une réaction sensible s'est produite et les prix ont augmenté de 15 à 20%.

Malgré cette dépréciation sans précédent, la valeur totale des laines argentines exportées en 1894 dépasse d'environ 20 millions de francs celle des exportations similaires de 1893 (165 millions de francs contre 145 millions). C'est que la production a augmenté de manière à couvrir, et au delà, le déficit du prix de vente.

Le même phénomène — augmentation de la production — s'est présenté pour la dernière tonte, celle de 1894—95. Comme il a été accompagné d'une hausse des prix, le rendement de la laine sera, cette année, considérablement supérieur à celui de l'an dernier.

Les pronostics pour la saison prochaine sont favorables; l'hiver ayant été très doux jusqu'ici, la mortalité parmi les troupeaux a été nulle et le croît considérable. Les toisons lavées par les pluies abondantes donneront un rendement supérieur à celui de l'année précédente.

Le croisement des *bêtes à cornes* et des *chevaux* indigènes avec des animaux de sang est poussé avec activité et intelligence. Les demandes toujours plus fréquentes d'animaux sur pied pour l'exportation sont un stimulant pour l'éleveur. Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, la République argentine est en voie de faire concurrence aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord en attendant qu'elle les supplante sur le marché européen.



Pour que le commerce du bétail sur pied pût prendre un grand développement, il manquait jusqu'ici deux choses essentielles: des animaux de poids, car en Europe on ne veut pas de bœufs inférieurs à 500 kg vifs, et le bœuf créole ne dépasse guère 350 kg, et une surveillance rationnelle de l'embarquement et du transport de ces animaux. Le bétail gras de 600 kg vif et au-dessus va se trouver prochainement en quantité suffisante pour alimenter n'importe quelle exportation, grâce aux espaces immenses nouvellement semés en luzerne, où les bœufs pourront passer l'hiver. D'autre part le gouvernement argentin vient d'édicter des mesures très judicieuses pour l'embarquement des animaux et leur transport. L'embarquement sera précédé d'une visite sanitaire minutieuse. Les animaux sont presque tous expédiés par les ports de La Plata (Ensenada) et de Buenos-Ayres, où des installations spéciales et bien comprises viennent d'être créées. Enfin chose importante, le transport du bétail s'opérera bientôt par des bateaux construits *ad hoc*; une compagnie anglaise va commencer ses opérations avec six bateaux semblables.

L'an dernier, soixante-cinq bœufs de boucherie argentins furent exportés en Suisse. J'assistai à leur embarquement et puis affirmer que c'étaient des animaux de choix. Le résultat de l'opération fut une perte assez considérable pour celui qui l'avait entreprise. A son avis, cela tint à deux causes, d'abord à la traversée exceptionnellement longue et mauvaise, puis à nos lois sur la police sanitaire du bétail qui l'obligèrent à remettre à l'abattoir tous les bœufs, dès leur arrivée à destination. Si ces animaux, exténués par leur pénible voyage, avaient pu se refaire sur un pâturage pendant trois à quatre semaines, le résultat, pense-t-il, eût été tout autre. Quoiqu'il en soit, il ne s'agit que d'un essai isolé, dont l'issue négative n'est pas concluante.

Un autre concitoyen a entrepris, tout récemment, d'introduire en Suisse des moutons sur pied, j'ignore avec quel succès.

Mais une pareille tentative ne s'est pas encore fait à ma connaissance avec des chevaux. J'attire l'attention des intéressés sur les conditions dans lesquelles se présenterait une semblable opération. Il est facile de trouver ici des lots d'excellents chevaux indigènes de 2 à 3 ans, au prix de 50 à 60 fr., revenant suffisamment dressés — car il est nécessaire de les dompter et de les soumettre à un certain dressage avant de les embarquer — et remis à bord à fr. 100 chiffre rond. La traversée coûte, tout compris (nourriture, assurance, frais de garde, etc.), de fr. 120 à 150, ajouter quelques francs pour le casuel et les faux frais, et le cheval reviendra à environ fr. 280 rendu dans un port d'Europe. Evidemment, il ne peut s'agir pour ce prix que de chevaux ordinaires de trait; mais ce sont d'excellentes bêtes, courageuses et infatigables, élevées en plein champ sans avoir jamais couché sous un toit, et d'une frugalité dont on n'a pas d'idée en Suisse. Si l'on veut acheter des chevaux croisés, les prix augmentent rapidement suivant le sang qu'ils possèdent, il en est de même du coût de la traversée, ces animaux nécessitant plus de soin et une meilleure nourriture. Depuis plusieurs années, un négociant suisse de Buenos-Ayres expédie régulièrement des lots de chevaux en Italie. Un autre concitoyen vient de commencer l'exportation de 3000 bœufs sur pied à destination du même pays. Le fait vaut la peine d'être relevé, puisque c'est en Italie que nos bouchers réalisent leurs principaux achats. Si les Italiens trouvent leur compte dans l'introduction du bœuf argentin, les Suisses n'y auraient-ils pas plus d'intérêt encore?

L'exportation d'animaux sur pied a été la suivante pendant les trois dernières années:

	1892	1893	1894
Bœufs	125,458	201,645	220,490
Moutons	40,100	71,167	122,218
Chevaux		5,275	12,362

Cette exportation accusera une augmentation considérable pour l'année courante.

Pour être complet, je dois ajouter que l'élevage de l'*âne*, de la *mule* et du *porc* prend aussi de l'importance et que la République argentine exporte déjà beaucoup de ces animaux. Une partie des mulets du corps expéditionnaire français à Madagascar provient de ce pays.

## Industrie.

Les *fabriques de conserves et de bouillons de viande* ont employé, l'an dernier, 636,000 têtes de bétail. Ce chiffre ne représente qu'une faible partie des animaux de race bovine abattus ou morts par suite de la sécheresse dans cet immense pays. En effet, la République argentine a exporté, en 1894, plus de 5,000,000 *cuirs de bœufs ou de vaches secs et salés*, dont la valeur est estimée à 52 millions de francs environ; cette année, le prix d'estimation en eût été doublé ou même triplé. Bien près d'un million de cuirs seront demeurés dans le pays pour les besoins des industries indigènes.

Les *graserias* ou boucheries de juments ont beaucoup travaillé l'an dernier. L'exportation des cuirs de juments que l'on utilise peu sur place a presque doublé et a dépassé le chiffre de 500,000.

Les *fabriques de viandes frigorifiques* ont de même augmenté considérablement leurs opérations. Elles ont exporté 36,500 tonnes de moutons congelés, contre 25,000 tonnes en 1893. Le principal destinataire de cette marchandise reste l'Angleterre.

Les *industries du laitage*, la *fabrication du beurre et du fromage* prennent une extension considérable. Dans un rayon d'une vingtaine de lieues de la capitale, il n'y a pas une localité, si petite soit-elle, qui n'ait sa laiterie. Il y a même actuellement surabondance de lait. Aussi les prix s'en ressentent-ils. Le bidon de 14 litres d'excellent lait se vend ici à une moyenne de 90 centimes à fr. 1.20, et le kilogramme de beurre frais (en gros) de fr. 1.30 à fr. 1.50. Ce sont là des prix inconnus chez nous.

L'exportation du beurre commence à se faire sur une grande échelle, non seulement au Paraguay et au Brésil, mais en Angleterre. La Suisse elle-même en reçoit; quant au fromage, il n'est pas encore article d'exportation et, si j'en crois des concitoyens bien en mesure d'apprécier la chose, il le deviendra plus difficilement. Il serait, en effet, presque impossible de fabriquer certaines espèces de fromages, — notamment le gruyère — avec le lait de ce pays, trop âpre et trop dur. Cela explique pourquoi nos fromages de première qualité continueront à trouver un bon débouché dans la République argentine, malgré le développement de ses industries du laitage.

L'industrie de la *meunerie* traverse une crise. Les motifs en sont les mêmes que ceux que j'indiquais l'an dernier pour la crise de la fabrication des articles de cuir. Les premiers qui établirent des moulins dans ce pays, il n'y a guère qu'une vingtaine d'années de cela, ayant réalisé d'énormes bénéfices, tout le monde voulut être meunier. Les moulins surgirent de



terre comme les champignons au printemps après une pluie chaude. Aujourd'hui, la République argentine en compte plus de 400, parmi lesquels 276 sont des établissements de premier ordre. Ensemble, en travaillant 330 jours par an, ils peuvent réduire en farine près de 2,000,000 de tonnes de blé, c'est-à-dire au moins les  $\frac{3}{5}$  de plus que ne nécessite le pays. L'écoulement au dehors n'ayant pas été trouvé pour cette surproduction, il a bien fallu réduire la fabrication. Et voilà pourquoi la plupart de ces moulins ne fabriquent qu'environ le 40 % de ce qu'ils pourraient produire.

Il est compréhensible que, dans ces circonstances, les meuniers argentins cherchent à se créer des débouchés. La Bolivie, le Paraguay (où ils ont, du reste, une forte concurrence) et même le Brésil ne leur suffisent plus. Au Brésil, depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, ils pourront lutter contre les Américains du Nord, le traité de commerce américano-brésilien, qui assurait de si grands avantages aux importateurs Yankees étant échu à cette date. Mais ils aspirent à autre chose; ils désirent exporter leurs farines en Europe sur une grande échelle et ils comptent, dans ce but, sur le concours du gouvernement. Or cela ne pourra guère se faire que par le moyen de traités ou d'arrangements commerciaux, et ce ne sera pas chose facile.

La fabrication du papier se développe; une grande fabrique qui sera, affirme-t-on, admirablement outillée est en voie de construction près de Rosario, sur le rio Carcarana. Une autre s'est établie dans la province de Corrientes, où elle a obtenu le monopole de la fabrication et une subvention du gouvernement.

J'indiquais dans mon dernier rapport le développement extraordinaire pris par la fabrication des tissus et de la bonneterie de laine et de coton. On en jugera par le fait qu'une seule de ces fabriques, à la tête de laquelle se trouve un Suisse, peut produire journallement 2000 douzaines de paires de bas et 300 douzaines de chemisettes. La production de tissus de cotons purs et mélangés est tout aussi importante. L'article indigène, moins bon mais meilleur marché que l'article importé, domine, en bonneterie surtout, presque complètement le marché.

Les tentatives pour fonder une filature de coton par actions ont échoué.

Les filatures et tissages de laine prennent une extension toute naturelle, étant donné qu'elles ont la matière première sous la main.

Quant aux fabriques de sacs et de toiles d'emballage, elles sont littéralement sur les dents, les besoins de l'agriculture et du commerce dépassant ce qu'elles peuvent fournir. On calcule qu'il faudra près de 60 millions de sacs pour l'expédition des dernières récoltes, y compris l'énorme stock de maïs restant encore dans le pays.

Je n'ai rien d'intéressant à dire des autres industries indigènes qui ne figure pas déjà dans mes précédents rapports.

### Commerce.

Pendant l'année dernière, le mouvement général du commerce extérieur de la République argentine a été, numéraire non compris, de 193,972,926 \$ or (la \$ or = 5 fr.) supérieur d'environ 6,300,000 \$ à celui de 1893. L'importation a été de 92,724,102 \$ contre 96,142,589 (chiffre rectifié) en 1893; en diminution de 3,418,487 \$. L'exportation a été de 101,248,824 \$ contre 94,487,736 \$ (chiffre rectifié) en 1893, donnant une augmentation de 9,761,118 \$ sur l'année antérieure. L'importation du numéraire or a été

de 3,186,952 \$ contre 4,688,785 \$ en 1893, et l'exportation de 264,061 \$ contre 849,597 \$ en 1893.

Les marchandises importées d'outre-mer sont indiquées comme provenances du pays où elles ont été embarquées; par analogie, le pays sur un port duquel sont dirigées les marchandises exportées, est considéré comme pays de destination. La Suisse n'ayant pas de ports ne figure pas dans la statistique.

La Suisse ayant acheté, l'an dernier, pour plus de 500,000 \$ à la République argentine tiendrait le 12<sup>e</sup> rang parmi les pays sur lesquelles se dirigeait l'exportation argentine, et passerait avant la Bolivie et le Paraguay, deux voisins de cet état, et de même avant les Pays-Bas, le Portugal et la Suède et Norwège.

Le taux moyen de l'or a été, en 1894, de 358 % (en 1893, il était de 330 et en 1892 de 329 %); le prix du métal jaune suit donc une progression ascendante, ce qui n'est pas un symptôme favorable. Le cours de l'or et les droits de douane si élevés sont la cause première de la diminution des importations; une autre cause est celle que j'indiquais dans mon dernier rapport: les achats excessifs réalisés en 1893 en prévision d'une reprise des affaires. Mais l'examen attentif de la statistique des importations prouve que leur recul est dû encore à une raison toute spéciale: à un manque de fonds, disons le mot, à un appauvrissement général, conséquence de la crise si douloureuse que traverse ce pays depuis cinq ans. En effet, ce n'est pas la quantité, mais la qualité des objets importés qui a diminué; n'ayant plus les moyens d'acheter à l'Europe des articles de choix, on s'est rabattu sur des articles inférieurs ou, mieux encore, on s'est adressé à la fabrication indigène. C'est donc l'importation de luxe qui a été frappée.

L'augmentation de l'exportation s'explique d'elle-même. Elle est la conséquence directe de l'extension prise par l'agriculture — la valeur des machines agricoles introduites en 1894 atteint 18 millions de francs, soit un tiers de plus qu'en 1893 — et du développement de l'élevage. Ce résultat est d'autant plus méritoire qu'il a fallu compenser par un travail redoublé la baisse de tous les produits.

Voici, d'après la statistique officielle, la classification des marchandises importées en 1894.

	Valeur en \$ or		Différence
	1894	1893	
Animaux sur pied . . . . .	222,815	201,433	+ 21,382
Substances alimentaires . . . . .	9,812,078	10,756,574	— 944,496
Boissons . . . . .	6,953,561	8,329,097	— 1,375,533
Tabacs . . . . .	343,622	405,529	— 61,907
Fils et tissus . . . . .	25,863,823	27,812,960	— 1,949,132
Confections . . . . .	2,650,430	4,766,136	— 1,115,706
Substances et produits chimiques et pharmaceut.	4,234,414	4,101,225	+ 133,189
Bois et articles de bois . . . . .	5,387,532	4,890,077	+ 497,455
Papier et articles de papier . . . . .	3,194,506	3,127,894	+ 66,612
Cuir et articles de cuir . . . . .	650,219	545,238	— 195,019
Fer, articles de fer, machines, etc. . . . .	11,251,133	13,036,578	+ 1,214,555
Matériaux de construction pour chemins de fer, usines à gaz, appareils téléphoniques, etc. . . . .	1,913,730	3,279,648	— 1,365,918
Métaux divers et leurs articles . . . . .	1,653,721	1,576,806	+ 76,915
Pierres, cristaux, articles de céramique, etc. . . . .	2,542,710	2,359,451	+ 183,259
Combustibles et matières pour l'éclairage . . . . .	8,784,051	6,868,846	+ 1,915,205
Articles divers . . . . .	3,265,749	3,785,097	— 519,348
Total	92,724,102	96,142,589	— 3,418,487



La diminution signalée dans les *substances alimentaires* provient essentiellement du *sucré*. Bien que la quantité de sucré importée soit quelque peu supérieure à celle de 1893, la valeur estimative de cet article ayant baissé, il en résulte une diminution de 672,000 \$ or dans le chiffre total de cette importation. En forte diminution sont aussi les raisins secs, les pêches en conserve et autres articles similaires que le pays produit abondamment.

L'importation des *vins ordinaires* et de Bordeaux diminue de 150,000 hl tandis que celle des champagnes et vins fins est presque doublée. Cela prouve deux choses: d'abord que la classe moyenne, le grand consommateur des vins ordinaires importés, ne doit pas être dans une situation économique bien favorable, puisqu'elle s'impose cette privation; et ensuite, qu'il y a un nombre restreint d'heureux mortels dont la fortune, ou du moins le goût des jouissances, ne font qu'augmenter malgré la crise. C'est là une constatation qu'il vaudrait mieux pour le pays ne pas avoir à faire.

Le déficit dans les *tabacs* frappe à peu près toutes les classes; les cigarettes seules indiquent une modeste augmentation.

L'importation des *filés et tissus* continue à diminuer; cette année la diminution est de près de 2 millions de \$ (3 millions en 1893), ce qui représente une chute de 25 millions de francs en deux ans. J'en ai donné les raisons dans mes précédents rapports et dans celui-ci même, sous la rubrique «industrie du pays».

La diminution dans les *confections* est la conséquence de la concurrence indigène si favorisée par le tarif protecteur. Pour certains articles tels que les bas de coton et de fil, les chemisettes, etc., c'est presque un effondrement.

L'augmentation dans les *substances et produits chimiques et pharmaceutiques* est sans importance. Ce sont surtout quelques huiles qui en bénéficient.

C'est toujours le bois de sapin en planches qui produit la nouvelle augmentation signalée dans l'introduction des *bois et articles de bois*.

Il y a diminution sensible dans l'importation de la *pâte* qui sert à la fabrication du *papier*. L'article papier lui-même enregistre, au contraire, une modeste augmentation.

Comme c'était à prévoir, la reprise des *articles de cuir* signalée l'an dernier n'a été qu'un feu de paille et l'introduction de ces articles est de nouveau en diminution.

La valeur du *fer, des articles de fer, machines, etc. importés* augmente de 1,215,000 \$. A signaler d'abord l'augmentation des machines agricoles (un million et demi de \$) puis celle des fils de fer pour enclos 740,000 \$ (du fer brut et galvanisé, des poutres et colonnes de fer, etc.). En diminution de 1,642,000 \$ viennent par contre les machines en général; elles tombent de 2,162,000 \$ à 520,000 \$.

L'importation des *matériaux de construction* pour chemins de fer est en forte diminution (— 1,450,000 \$) celle des matériaux pour tramways en faible augmentation.

Rien à relever concernant les *métaux divers et leurs articles, les pierres, cristaux et articles de céramique, etc.*

L'importation du *combustible* et des *matières pour l'éclairage* continue à progresser. L'augmentation est surtout considérable pour la houille et le pétrole. Rien à dire des *articles divers*.

Voici la classification de l'exportation (valeur en \$ or).

	1894	1893	Différence
Animaux et leurs produits . . . . .	60,519,801	53,006,157	+ 7,513,644
Produits agricoles . . . . .	32,520,256	29,017,405	+ 3,502,851
Produits de l'industrie . . . . .	4,394,394	4,655,192	— 260,798
Produits des forêts . . . . .	1,511,145	1,618,220	— 107,075
Produits des mines . . . . .	311,653	349,417	— 37,764
Fournitures et plumes . . . . .	403,811	781,140	— 377,329
Résidus d'animaux et végétaux . . . . .	1,144,063	1,170,512	— 26,449
Articles divers . . . . .	443,701	889,663	— 445,962
Total	101,248,824	91,487,706	+ 9,761,118

L'augmentation considérable qu'enregistre l'exportation des *animaux et leurs produits* est due, en premier lieu, à la laine, dont 161,908 tonnes furent embarquées, contre 123,230 tonnes en 1893; ensuite, comme nous l'avons vu plus haut aux animaux sur pied, puis aux cuirs de toutes provenances. Les expéditions de cornes, de crins, d'os, de viandes séchées et de moutons congelés ont été de même plus considérables que l'année précédente.

Dans les *produits agricoles*, la valeur des blés exportés en 1894 est estimée à 27,120,000 \$, c.-à-d. supérieure de 3,658,000 \$ aux exportations de 1893. La différence eût été bien plus considérable si les prix du blé s'étaient maintenus. L'exportation du lin dépasse de 695,000 \$ celle de l'année précédente, tandis que le maïs donne un déficit de 530,000 \$.

Dans les *produits de l'industrie*, la diminution du prix des *furines* exportées n'est pas compensée par l'augmentation des expéditions et la valeur totale de cette exportation diminue de \$ 300,000. En progrès sont, par contre, le suif et la graisse fondue et l'huile animale.

Rien à relever d'important sous les autres rubriques, sauf aux *fou rures et plumes*, le déficit considérable (500,000 \$) dans l'exportation des peaux de loutre.

**Législation douanière, etc.** Dans sa loi de douane pour 1895, la République argentine a, pour la première fois, rompu avec ses traditions de protectionnisme outrancier; au lieu d'une augmentation, c'est une diminution des droits d'entrée que nous avons eu à enregistrer (voir Feuille officielle suisse du commerce du 13 février 1895, n° 36). Sans doute, cette diminution qui n'atteint pas même 10 % des droits totaux est peu importante en elle-même. Mais elle a une haute signification symptomatique: elle indique, sinon un retour à des doctrines libérales en matière d'échanges internationaux, du moins une conception plus saine de la valeur pratique du protectionnisme de la part des hommes qui dirigent ce pays. Ce revirement est dû à plusieurs causes. Il y a d'abord celles que j'énonçais dans mon dernier rapport, les menaces de mesures rétorsives de la part de différents Etats. Ainsi l'Espagne contraignit la République argentine à réduire ses droits sur les vins par la seule menace de frapper d'un droit prohibitif la viande séchée (le *tasajo*) que les «saladeros» argentins introduisent à Cuba. La question ayant fait l'objet de négociations spéciales qui aboutirent à la conclusion d'un *modus vivendi*, les Espagnols profitèrent de la situation défavorable dans laquelle la République argentine s'était placée, pour en obtenir encore une réduction sensible sur les droits d'entrée des cigares de la Havane. D'autres puissances, parmi lesquelles je citerai les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, le Brésil et la France, ont dû faire, de leur côté, des représentations au gouvernement argentin contre



l'exagération de certains tarifs. Et je sais de source autorisée que l'une ou l'autre d'entre elles étudie le mode d'application d'arguments plus persuasifs, pour le cas où ses réclamations ne seraient pas entendues.

Mais, dans cet ordre d'idées, c'est l'Allemagne qui vient de donner à la République argentine le plus salutaire avertissement. Que l'on apprécie comme l'on voudra, au point de vue des intérêts allemands, le vote du Reichstag en faveur de la dénonciation du traité de commerce avec la République argentine stipulant le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, il n'en demeure pas moins acquis qu'un conflit douanier porterait le plus grand préjudice au second de ces pays. Evidemment, les deux en souffriraient, mais la situation, tolérable pour l'Empire allemand, deviendrait bien difficile pour la République argentine. Il serait aisé d'en faire la démonstration.

L'exagération des droits d'entrée a contribué dans une large mesure à la diminution des recettes douanières; cette diminution atteignit 20 millions de francs l'année écoulée et pour les sept premiers mois de l'année courante, elle dépasse 5 millions par rapport à la période correspondante de 1894. Les Argentins comprennent le langage des chiffres, et la progression descendante de la rente fiscale a été, pour eux, un second argument sérieux en faveur de la réduction du tarif. Il n'est même pas douteux que les droits eussent été réduits dans une tout autre proportion, si les industriels indigènes, à leur tête les fabricants de sucre et de vin, n'avaient pas remué ciel et terre pour l'empêcher.

Bien que le dernier exercice financier ait bouclé par un excédent passif d'environ 30 millions de francs et qu'un nouveau déficit soit assuré pour l'exercice en cours, le gouvernement vient d'adresser au congrès un projet de budget pour l'an prochain, qui prévoit une augmentation considérable des dépenses. Or la compensation n'en est pas recherchée dans une nouvelle aggravation des charges douanières, mais bien dans l'introduction et le remaniement d'impôts intérieurs. C'est l'alcool et le tabac qui sont spécialement visés. L'impôt sur l'alcool sera doublé; il devra rendre désormais 9 millions de piastres m/n., soit de 13 à 14 millions de francs. Quant au tabac, il sera frappé d'un impôt de consommation qui aura ceci de particulier, qu'il sera progressif; le droit à payer augmentera avec la qualité du tabac. Le ministre des finances pense retirer de 11 à 12 millions de francs de cet impôt. Si je parle ici des impôts projetés, c'est qu'ils me paraissent fournir une nouvelle indication dans le sens de ce que je disais plus haut, c'est-à-dire que le gouvernement argentin est fermement décidé à s'arrêter sur la pente du protectionnisme. Il faut espérer que les chambres l'approuveront.

### Relations commerciales avec la Suisse.

D'après la statistique fédérale du commerce, la Suisse a exporté, en 1894, pour fr. 5,070,226 de marchandises (7,828,071 en 1893, 4,700,758 en 1892 et 2,600,000 en 1891) dans les Etats de la Plata (Républiques argentine, de l'Uruguay et du Paraguay). La République argentine étant le pays destinataire de la presque totalité de cette exportation, je citerai les chiffres de notre statistique commerciale comme s'ils ne concernaient que ce seul pays. Sous certaines rubriques, ils pourront se trouver ainsi majorés de 1 à 10% environ, d'après mes appréciations.

L'examen de nos principaux articles d'exportation dans la République argentine donne lieu aux observations qui suivent:

Nous avons exporté pour plus de fr. 238,970 de *chaussures en cuir fines*. La diminution de cette exportation, annoncée dans mon premier rapport commercial, a suivi pendant ces dernières années une marche presque régulière. De fr. 496,693 en 1891, elle est tombée à fr. 305,090 en 1892 et à fr. 278,650 en 1893. Le droit à la valeur de 60% qui frappait l'importation de cet article ayant été réduit pour l'année courante à 50% et sa valeur estimative de près du tiers, il est possible et même probable que notre exportation se relèvera dans une certaine mesure. L'importation de la *montre* est en recul. De fr. 895,149 en 1893, elle tombe à fr. 615,713. Outre les raisons communes à d'autres importations dans la République argentine et tirées de la situation économique de ce pays, il y a des considérations spéciales qui expliquent ce recul. Dès les premiers mois de 1894, on s'attendait à un remaniement du tarif dans le sens de la diminution des droits, de sorte que plusieurs maisons de Buenos-Ayres restreignirent leurs achats en prévision de cet événement. Celles qui agirent ainsi n'eurent pas à s'en repentir, car le nouveau tarif constitue pour l'introduction de la *montre métal* un progrès sur l'ancien.

Hors cela cependant il laisse encore beaucoup à désirer et oppose de sérieuses entraves au développement du commerce de l'horlogerie. Les droits de 5% à la valeur qu'il établit seraient parfaitement acceptables s'ils n'étaient pas augmentés sans mesure par une estimation tout à fait arbitraire de la montre. Ainsi la montre or pour hommes est estimée de fr. 150 à 200 suivant qu'elle est à une ou à deux cuvettes. La montre or bon marché, que les maisons d'importation peuvent facilement se procurer en Suisse à fr. 50 et au-dessous, doit donc payer le 5% non pas de son prix d'achat, mais de sa valeur estimative (fr. 150 à 200), c'est-à-dire qu'elle paye en réalité un droit à la valeur de 15 à 20% et au-dessus. La même démonstration peut être faite avec la montre or bon marché pour dames (estimation fr. 100); avec la montre argent (estimation fr. 25) la montre plaquée (fr. 15) et dorée (fr. 40). Le nouveau tarif a trop voulu simplifier, il n'a pas établi assez de catégories suivant la qualité et le titre de la montre. Pour la montre métal seule, il ne laisse rien à désirer. Celle-ci est estimée fr. 5 et ne paye que 30 cts. de droits (5% et 1% additionnel) ce qui permet aux maisons d'importation de la vendre à des prix inconnus à ce jour.

L'importation de la montre or pour hommes et de la montre compliquée argent est restée stationnaire à raison du grand stock existant encore à Buenos-Ayres de ces articles dans les magasins d'horlogerie et jusque dans les maisons de prêt sur gages. Celles-ci en ont des quantités exposées dans leurs vitrines à des prix défiant toute concurrence honnête (voir mon rapport de l'an dernier). L'importation de la montre or pour dames est en faible reprise; quant à celle de la montre métal, elle a augmenté dans une très forte proportion depuis la mise en vigueur du nouveau tarif.

Notre exportation de *machines* tombe de fr. 1,732,045 (en 1893) à 457,679; en 1892, elle était de fr. 373,000. Elle se décompose de la manière suivante: *machines pour la meunerie* fr. 110,260 (133,395 en 1893) *autres machines* fr. 303,319 (1,360,200 en 1893) et *chaudières à vapeur* fr. 44,100. Ce recul n'est en somme pas autre chose, qu'un retour au chiffre moyen des dernières années, l'augmentation considérable de 1893 étant due



à des commandes extraordinaires pour l'établissement d'une ou de deux fabriques indigènes.

Ainsi que j'ai eu l'occasion de l'exposer dans mes précédents rapports, nos fabriques de machines non seulement n'entretiennent pas de dépôts, brillant par leur absence aux expositions industrielles si fréquentes ici, mais, elles ne font même pas, une seule exception, de frais de publicité dans ce pays. C'est à peine si elles y ont des représentants en titre. La conclusion s'impose donc que sans les dédaigner lorsqu'elles se présentent, elles ne sont pas animées d'un vif désir de faire des affaires avec la République argentine. Cette attitude se comprend puisque ces fabriques ont peine à suffire aux commandes qui leur viennent spontanément de toutes parts. Il n'en demeure pas moins certain que la République argentine pourrait être pour elles un meilleur client qu'elle ne l'est actuellement. Espérons qu'elle le sera un jour.

La mode étant à l'éclairage électrique, plusieurs municipalités s'apprêtent à l'installer et d'autres suivront. Des concitoyens intéressés font des efforts pour que les machines dynamo-électriques nécessaires soient commandées en Suisse.

Une fabrique suisse vient d'importer, à titre d'essai, un moulin agricole (Bauernmühle) Aeby. Ce moulin fonctionne actuellement dans nos colonies de Santa Fé, où il est, je crois, très apprécié.

Une fabrique d'appareils de chauffage de la Suisse romande a obtenu la préférence pour l'installation du chauffage central d'un grand hôpital à Buenos-Ayres. Dans ce domaine aussi, il y a à faire ici.

L'exportation des *fromages suisses à pâte dure* continue à progresser. Elle atteint, l'an dernier fr. 401,480 (fr. 70,808 en 1893, fr. 42,478 en 1892 et fr. 20,000 en 1891). Le droit sur les fromages ayant été abaissé de fr. 1.50 à fr. 1 le kilogramme, tandis que son estimation demeurait la même (fr. 2.50 le kg) il est permis d'en augurer que l'exportation de cet article dans la République argentine va prendre encore plus d'importance. Ainsi que je l'ai exposé, la concurrence indigène n'est pas à redouter pour nos fromages de première qualité.

Notre exportation de *tabacs, cigares et cigarettes* est en diminution. De fr. 569,946 en 1893, elle descend à fr. 401,990. La diminution est surtout sensible pour les cigares et cigarettes, dont nous n'exportons que pour fr. 274,051 contre fr. 452,496 en 1893. Il se peut que nous n'ayons à enregistrer qu'une réaction momentanée sur ces articles, conséquence de leur reprise considérable de l'an dernier. Quoi qu'il en soit, notre exportation pour 1894 est encore de beaucoup supérieure à celles de 1892 (fr. 190,000) et de 1891 (fr. 155,000).

L'exportation du *papier à imprimer* continue sa marche ascendante; elle atteint, l'an dernier, la valeur de fr. 198,375 (fr. 120,449 en 1893, 63,215 en 1892). Le papier à imprimer paye un droit de 15 cts. par kg, ce droit n'a pas été modifié par le nouveau tarif.

L'exportation de nos *tissus de coton teints, lourds et légers, tissus de fils teints (tissus imprimés lourds et légers, etc.)*, tombe à fr. 175,000 représentant à peine le 50 % de ce qu'elle était en 1893 et 1892 (fr. 350,000). Je m'explique ce fait, outre ce qui est dit plus haut de la concurrence indigène, par les liquidations considérables, volontaires et forcées, d'articles de coton de toute espèce qui eurent lieu à Buenos-Ayres à des prix dérisoires dans les premiers mois de l'année dernière, alors que la crise battait son plein. Si ce raisonnement est exact, nous pourrions avoir à

constater une reprise l'an prochain. Comparée à celle de 1893, la diminution totale de l'importation des tissus de coton dans la République argentine atteint, pour 1894, près de 8 millions de francs.

Comme les tissus, les *broderies* sont en recul. Leur exportation tombe de fr. 1,250,000 à fr. 772,000. De même les *soies*, qui descendent de fr. 1,834,410 à fr. 1,404,796. La diminution porte essentiellement sur les tissus de soie pure qui perdent fr. 250,000 et sur les châles et écharpes de soie. Il n'y a pas d'autre explication à ce phénomène que la crise. Les broderies et les soies, articles de luxe au premier chef, ont eu le plus à en souffrir. Si l'on consulte la statistique du commerce extérieur de la République argentine pour 1894, on verra qu'à la diminution des importations de soieries correspond une augmentation sensible de l'importation des tissus de soie mélangés de coton. C'est bien là une des conséquences de la crise; on s'est rabattu sur l'article meilleur marché.

L'importation de nos *tissus élastiques* continue à descendre. Elle atteint fr. 168,060 contre fr. 211,665 en 1893 et fr. 250,000 en 1892. La *bonneterie* de laine, soie et coton perd plus de 50 % avec fr. 140,000 (fr. 300,000 en 1893) par suite de la concurrence indiquée.

L'année écoulée n'a pas été favorable à notre commerce avec la République argentine. C'était à prévoir. Dans mon dernier rapport, je disais textuellement ce qui suit: «Il n'est pas téméraire de prédire pour l'exercice actuel une diminution sensible de l'importation, car l'état de crise aiguë subsistera jusqu'à la prochaine récolte, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année courante». Toutes les importations furent frappées en 1894; les nôtres à peine plus que les autres. La prudence que je recommandais dans nos relations commerciales avec ce pays me paraît avoir été rigoureusement observée, car je n'ai pas connaissance d'une seule perte due à la recrudescence de la crise.

Aujourd'hui, je crois pouvoir tracer un tableau un peu moins sombre. Sans doute, la situation demeure difficile, le commerce d'importation vit encore, comme je l'exposais plus haut, au jour le jour. Mais les perspectives sont cependant meilleures que l'an dernier et l'on peut espérer avoir touché le fond de la crise. . . . à moins de complications internationales sérieuses. Si tout va bien, j'ai le sentiment que notre commerce pourra regagner facilement les positions perdues et les dépasser aussi.

Les services de la légation sont mis aujourd'hui à contribution depuis la Suisse beaucoup plus fréquemment que par le passé, dans le but d'obtenir des informations commerciales sur la République argentine. La légation fait tous ses efforts pour satisfaire à ces demandes, en tant qu'il s'agit de renseigner sur une situation, de fournir des données pouvant faciliter la vente ou l'achat d'un article ou l'introduction de relations avec une maison de ce pays, mais elle ne peut se charger de remplir des bulletins concernant la moralité, la solvabilité, la manière de travailler, etc. des personnes et consentir à se transformer ainsi en une espèce d'agence commerciale. Les raisons qui lui imposent cette attitude sont palpables; il est inutile de les développer ici. Je me bornerai à relever qu'elles ont toujours été approuvées par le conseil fédéral et que les intéressés eux-mêmes n'ont pas songé à s'en plaindre. Ils avaient d'autant moins de motifs de le faire que la légation s'est offerte dans chaque cas particulier de transmettre ces «bulletins» à un bureau de renseignements sérieux et d'en faire contrôler la réponse par un commerçant honorable et bien informé de notre colonie.



Dans le courant de l'année dernière la légation a été consultée et a fourni des renseignements sur la vente dans la République argentine de tissus de coton, de machines de toutes espèces, d'articles pour appareillages électriques, d'appareils de brasserie, de montres, de fournitures d'horlogerie, de cigares, de produits chimiques et pharmaceutiques, de sérum antidiphthérique, de musc artificiel, de vins, fromages, pâtes alimentaires, chicorée et eaux minérales, de bonneterie et d'articles de confections, de photographies, etc.

D'autre part, elle a eu à renseigner sur l'achat d'animaux sur pied, de bouillons et conserves de viandes, suifs, graisses, glycérines, d'os, de cornes et de sabots, de luzerne (alfalfa), de bois de quebrache, etc. Son avis a été enfin fréquemment sollicité concernant la valeur des différents titres argentins dont notre pays a absorbé relativement une grosse quantité.

D'après notre statistique commerciale, la Suisse a importé directement en 1894, des Etats de la Plata des marchandises pour une valeur de fr. 2,766,266 (1,869,408 en 1893 et 2,607,172 en 1892). A peu de chose près, toutes ces marchandises proviennent de la République argentine.

Voici un état comparatif des principales de ces importations en Suisse :

	1894	1893	1892
	q	q	q
Blé . . . . .	52,791	22,057	9,355
Farine . . . . .	3,540	1,491	—
Maïs . . . . .	6,558	9,341	48,800
Laine . . . . .	6,972	3,370	5,096

La Suisse a, en outre, importé directement des animaux sur pied, des cuirs, des crins, des graisses, du tabac brut, du fourrage concentré et jusqu'à du beurre salé. Nos importations des pays de la Plata vont en augmentant; cette augmentation serait plus sensible si les prix des articles importés en 1894 n'avaient pas été très inférieurs à ceux des années précédentes. Les articles principaux suivent une progression ascendante, sauf le maïs; cela s'explique par la circonstance que les récoltes de maïs furent presque complètement perdues en 1893 et 1894.

### Banques, escompte, etc.

**Banques.** Le *Banco de la nacion argentina*, destiné à être, lors de sa création, une Banque mixte, est devenu en fait, par la force des choses, c'est-à-dire grâce aux défiances du public qui a refusé de souscrire les actions qu'on lui offrait, une Banque d'Etat pure. Le gouvernement y règne seul en maître; c'est lui qui fournit les capitaux de roulement, nomme la direction et l'administration, contrôle les comptes, subit les pertes et empoche les bénéfices. On dit le ministre actuel des finances, M. Romero, profondément hostile à cet état de choses, qui constitue un danger permanent dans ce pays où les hommes politiques sont trop fréquemment portés à considérer qu'ils ont des droits sur la fortune publique, et on le croit décidé à tenter la reconstitution de la Banque sur la base du capital privé.

En attendant, la vérité nous oblige à reconnaître que le Banco de la nacion est bien administré et que la politique ne paraît pas avoir pénétré dans cet établissement de crédit. Bien que les frais généraux demeurent très élevés, les résultats financiers du dernier exercice sont satisfaisants.

La liquidation du *Banco Nacional*, l'ancienne banque d'Etat, n'est pas encore terminée.

La Banque *hypothécaire nationale* a été autorisée à émettre de nouvelles cédules hypothécaires pour 15,000,000 \$ papier. Espérons qu'instruite par les expériences du passé, elle procédera à cette émission dans des conditions de sûreté telles que son crédit n'en sera pas atteint. La Banque continue, du reste, à jouir des sympathies du public.

Je n'ai rien à dire des *banques particulières* qui ne soit pas contenu dans mon dernier rapport.

**Escompte, etc.** *L'escompte commercial* a varié de 6 à 10 1/2 % sur le papier et de 7 à 10 % sur l'or. Il a subi une diminution, par rapport à l'année précédente (en 1893, 6 à 12 % pour le papier et de 5 à 10 % pour l'or).

*L'argent sur hypothèque* a rendu de 10 à 14 % (de 8 à 12 % en 1893).

Dans le courant de l'année dernière, le *cours de l'or* a subi de brusques variations. Au commencement de janvier 1894, l'or cotait 327 pour atteindre, en mai, 433 %, le taux le plus élevé de l'année. Une réaction subite se produisit alors; on tombait en septembre à 307 % pour remonter en décembre à 370 %. L'or a donc varié de 126 points pendant l'exercice écoulé.

Le *change sur Paris* à 90 jours de vue a oscillé entre 5 et 5.14 1/2, donnant sur la \$ or ou la pièce de 5 fr. un écart de 14 1/2 centimes. Ces variations du change s'expliquent par les circonstances suivantes: Pendant la saison d'exportation, du mois d'octobre à avril, les exportateurs ont besoin de tirer sur l'Europe pour se couvrir. De là, très grande offre de change, supérieure aux besoins immédiats de la place, donc forcément moins-value, c'est-à-dire hausse du change. En hiver, au contraire, les exportations se ralentissent, on a moins à fournir sur l'Europe, le change devient plus rare et plus recherché, et baisse en proportion. La différence entre le change à vue et à 90 jours est d'environ 1 %, exactement de fr. 0.04.

### Divers.

**L'industrie minière.** Tout à fait à la sourdine des compagnies anglaises — Welsch Patagonian Goldfield Co et d'autres — viennent de se constituer pour l'exploitation des mines d'or du Chubut et du Menquen, grands territoires situés dans les Andes de la Patagonie, près des sources du Rio Negro. Personne n'ignorait que les provinces argentines de la Cordillère abondent en minéraux; mais on allait plutôt rechercher les filons d'or au nord qu'au midi. Il paraît qu'on avait tort et que l'on a découvert des « placers » richissimes et dont l'exploitation serait chose facile et peu coûteuse, précisément où l'on s'y attendait le moins, en Patagonie. Je ne puis apprécier l'importance de ces découvertes, mais, si j'en crois les nouvelles qui circulent, les compagnies dont je viens de parler seraient établies sur des bases sérieuses et dirigées par des hommes compétents. Elles ont, en tout cas, pris soin de s'assurer du terrain de leurs futures opérations, car elles viennent d'acheter environ 400 lieues carrées de terres, au Chubut et au Menquen.

Un Suisse, personne très honorable, qui a visité récemment ces contrées, m'assurait qu'en lavant de l'or dans toutes les rivières qui les arrosent, un homme actif et persévérant peut gagner sa vie et faire des économies. Mais il ne doit compter que sur un bon rendement moyen de son travail,



car la rencontre de grosses pépites ou de gisements importants est chose tout à fait exceptionnelle.

Dans le courant de l'an dernier, des géologues allemands attachés au célèbre musée de La Plata ont découvert, dans la province de Mendoza, des mines de fer et de houille, à très peu de distance les unes des autres. Cette circonstance favorisera leur exploitation; mais ce sera pour plus tard, car avec les frets qu'il faut payer aujourd'hui aux compagnies de chemins de fer anglaises, toutes puissantes dans ce pays, cela coûte moins cher de faire venir charbon et fer de l'Angleterre que de les retirer de Mendoza.

**Chemins de fer.** Suivant la dernière statistique des chemins de fer, il y avait en 1894, dans la République argentine 13,939 km de voies ferrées en exploitation, comprenant 32 lignes. 1026 km sont la propriété de la nation. Le réseau total représente un capital de \$ or 476,543,910 (fr. 2,382,719,550), réparti comme suit:

	\$ or	Fr.
5 lignes de propriété nationale . . . . .	42,426,297	212,131,485
10 " garanties par la nation . . . . .	119,386,611	596,933,055
7 " de propriété particulière (non garanties)	231,833,618	1,159,168,090
10 " provinciales (2 lignes garanties et 8 non garanties) . . . . .	82,897,384	414,486,920

Le produit net de 64 millions pour un capital engagé dans les entreprises ferrugineuses de près de deux milliards et demi ne constitue pas ce que l'on peut appeler un beau rendement; c'est à peine, en moyenne, du 2<sup>1</sup>/<sub>2</sub> %. Mais, ainsi que je l'exposais dans mon dernier rapport, toutes les lignes ne sont pas d'égale valeur; il y a de bonnes, de moins bonnes et de mauvaises entreprises. Parmi ces dernières figurent les lignes de l'état. On dit que l'état, modifiant la politique qu'il a suivie pendant les dernières années, se disposerait à racheter le chemin de fer de San-Cristobal à Tucuman. Il est certain qu'on l'y pousse de divers côtés. Si cela se fait, l'état ajoutera une mauvaise ligne à celles qu'il possède déjà; comme il ne l'ignore pas, on peut prévoir qu'il n'en offrira qu'un prix très modique.

Les négociations entre l'état et les compagnies de chemins de fer pour liquider les comptes d'intérêts garantis en souffrance ne se sont pas interrompues un instant. On les dit près d'aboutir, la question des garanties de chemins de fer devant se liquider avec celle de toutes les dettes du pays au moyen de l'unification de ces dettes par la création d'un titre unique de rente. Ce serait tant mieux pour tout le monde.

Buenos-Ayres, août 1895.

Le ministre-résident et consul général de Suisse:

**E. Rodé.**

